

*Questions orales*

sité et groupes d'intérêt tiennent et que nous rapportent les médias.

Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Le ministre aurait-il l'obligance d'expliquer à monsieur et madame tout le monde de ma circonscription ce que cette initiative signifie pour eux et comment ils peuvent y participer?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, cette initiative est importante pour les gens de sa circonscription surtout parce qu'elle concerne les défis que nous devons relever pour améliorer notre compétitivité et le niveau de vie des gens de sa circonscription est lié à notre compétitivité.

• (1450)

Normalement, quand on consulte le public pour savoir ce qu'il pense de questions comme celle-là, les gens dont parle le député n'ont pas la chance de faire connaître leur point de vue, de prendre part au dialogue, de discuter des problèmes à régler et des défis à relever. Comme nous nous rendons dans 175 ou 185 localités canadiennes, les gens dont parle mon honorable collègue pourront participer directement à cet exercice de consultation et faire entendre leur opinion.

\* \* \*

[Français]

### LA SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Depuis hier, où il a eu sa réaction initiale à l'excellent rapport du Conseil économique du Canada, je sais que le premier ministre a tenté de jouer au bonhomme Sept heures et de prétendre qu'il n'est aucunement question pour le Canada, un jour, d'avoir des ententes économiques avec un Québec souverain. Ma question au premier ministre est celle-ci: Est-ce que les 100 000 travailleurs de l'Ontario qui travaillent grâce au commerce de 30 milliards Ontario-Québec vont se mettre en chômage au lendemain de la souveraineté pour punir les Québécois?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon ami vient d'être dépassé, je pense, par les événements. Il y a des événements importants qui se passent au Québec. Il est le gérant ou le gérant adjoint de la succursale ontarienne du PQ, puis son grand chef a fait une déclaration révélatrice et importante hier soir à Montréal. M. Parizeau a dit: «Dans un Québec indépendant, les Québécois qui le désirent pour-

ront conserver leur citoyenneté canadienne.» Alors, M. Parizeau propose maintenant l'indépendance avec la monnaie canadienne, avec une union économique canadienne, et maintenant avec la citoyenneté canadienne. Ce serait peut-être moins coûteux pour les Québécois de rester Canadiens.

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Je sais que le premier ministre se rappellera des bons souvenirs de ce grand chef du Québec, avec qui il a manigancé pour se faire élire en 1984 et en 1988, et le premier ministre ne pourra pas s'en défendre.

Le premier ministre peut-il me dire si les cultivateurs de l'Ouest, qui vendent pour 750 millions de dollars de boeuf au Québec vont dire: À partir du jour où le Québec est souverain, on ne vend plus notre boeuf, on le mange dans l'Ouest?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je ne sais pas avec qui j'ai manigancé en 1984, mais je sais que mon adversaire, c'était le Parti libéral dont faisait partie mon ami.

\* \* \*

### LES TRANSFERTS AUX PROVINCES

**M. André Harvey (Chicoutimi):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor et elle concerne les transferts aux provinces. Depuis 1984, au moment où notre gouvernement maintenait ses augmentations des dépenses de programmes à 3,5 p. 100, la plupart des provinces continuaient de les augmenter à un taux trop élevé. Depuis quelque temps, elles doivent aussi s'ajuster à la réalité économique, tout en essayant parfois de faire porter l'odieux sur le gouvernement fédéral avec l'aide démagogique des partis d'opposition. À ma connaissance, monsieur le Président, les chiffres concernant les transferts aux provinces contredisent ces affirmations ridicules et j'aimerais les voir confirmer par le président du Conseil du Trésor, particulièrement dans les programmes tels que la péréquation, le financement des programmes établis et le Régime d'assistance publique du Canada.

**L'hon. Gilles Loisel (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, même si le gouvernement s'est efforcé depuis 1984-1985 de réduire les dépenses publiques, il s'est toujours préoccupé de demeurer attentif aux besoins des provinces et j'en veux pour preuve le fait que depuis 1984-1985, les principaux transferts aux provinces ont augmenté de 40 p. 100, soit plus de 6 p. 100 par année. Le financement des programmes établis, par exemple, est passé, de 1984-1985, à 14 milliards, 500 millions; cette année, à 20